

En savoir plus :
<http://www.lopinion.fr/13-novembre-2014/entreprises-francaises-ont-appris-a-travailler-menace-ebola-18375>

Afrique

Les entreprises françaises ont appris à travailler avec la menace Ebola Première lueur d'espoir dans la lutte contre l'épidémie de fièvre hémorragique en Afrique de l'Ouest



Reuters

Publié le jeudi 13 novembre à 17h10
Par Pascal Airault

Les faits - L'épidémie Ebola a passé le cap des 5000 victimes sur plus de 14000 cas confirmés. Selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des signes montrent toutefois que le virus est freiné dans sa course dévastatrice en Guinée et au Liberia. Seule la Sierra Leone reste problématique. En décembre, les premiers essais cliniques de traitements potentiels de la fièvre débiteront dans des centres médicaux de Médecins sans frontières (MSF).

«Nous avons intégré la menace Ebola dans nos schémas de gestion tout en prenant les mesures nécessaires de prévention, explique Alix Camus, secrétaire générale adjointe du Conseil français des investisseurs en Afrique. Aucun de nos membres n'a fermé ses portes». Sept mois après le déclenchement de l'épidémie de fièvre hémorragique, les sociétés françaises restent néanmoins mobilisées. Le comité Afrique du Medef a organisé le 13 novembre une réunion sur le sujet en présence des représentants de grandes groupes (Air France, Total, Bolloré Africa Logistics, Orange, Vinci, Veritas, Axa assistance...), de conseillers du commerce extérieur, de responsables de l'Institut Pasteur et du centre de crise du ministère des Affaires étrangères.

Parmi les satisfactions : la mobilisation internationale et le ralentissement enregistré dans la progression du virus. C'est le cas au Liberia et en Guinée même si la région de Macenta (Sud-est) est loin d'être sous contrôle. La principale inquiétude vient de Freetown et des régions de Koinadugu et de Kambia, dans le nord de la Sierra Leone. «Selon les médecins, nous ne sommes pas loin du pic de l'épidémie, indique Marc Rennard, directeur Afrique, Moyen Orient et Asie d'Orange. Nous espérons qu'elle sera contenue dans les prochains mois».

Ces dernières semaines, les organisations patronales se sont attachées à rassurer pour que l'Afrique ne soit pas mise au banc des nations. La peur et la panique ont tendance à faire plus de dégâts économiques et humanitaires que la maladie elle-même. Une psychose que les campagnes d'information n'ont pas encore réussi à enrayer complètement. Paradoxalement, les morts d'autres maladies (paludisme, malaria...) sont plus nombreux car certaines personnes rechignent encore à se déclarer de peur d'être mises en isolement.

Dans les entreprises, les responsables insistent sur la transparence et la prévention. Spécialiste des assurances en Afrique, Gras Savoye a alerté très tôt ses clients sur les moyens de gérer les effets d'Ebola : pertes d'exploitation, modification de fret, évacuations sanitaires, pillages et violences. International SOS, un spécialiste des gestions de crise, développe aussi des plans de préparation, des hotlines, des formations spécifiques et des services médicaux sur site. «Chez Orange, on réunit une cellule de crise deux fois par semaine, témoigne Marc Rennard. Nous avons 20000 employés en Afrique. Le personnel local et expatrié est resté sur place bien que certains aient mis leur famille à

l'abri. Dans les pays touchés et voisins, nous avons beaucoup investi d'énergie pour rassurer nos personnels en organisant des réunions régulières avec des médecins du travail et en mettant en oeuvre des plans de prévention et de sécurisation des activités».

Sur le plan logistique, certaines sociétés ont dû revoir leurs circuits d'approvisionnement.

Heureusement, le lobbying réalisé contre les décisions irrationnelles prises pour lutter contre l'épidémie, notamment les interdictions d'escale des navires, semble porter ses fruits. La fluidité du fret reprend et quatre compagnies aériennes – Air France, SN Brussels, Royal Air Maroc et Air Ivoire – assurent des vols en direction des pays touchés. Des corridors de ravitaillement sont mis en place pour ravitailler les zones enclavées.

Dans les trois pays touchés, les pertes devraient s'élever à 360 millions d'euros en 2014 et à 130 millions en 2015. La croissance ne devrait pas dépasser 2,5 % au Liberia au lieu de 5,9 % prévu initialement. La Sierra Leone perdra également 3,3 points de croissance à 8 % et la Guinée 2,1 à 2,4 %. Le tourisme, l'hôtellerie sont les activités les plus touchées, en baisse de 30 %, même si l'arrivée des personnels humanitaires a permis d'en atténuer les effets.